

COMMUNIQUE

Les criminels de guerre israéliens ne sont pas les bienvenus en France !

L'association France-Israël, « Avocats sans frontières » et la revue Controverse organisent un colloque le lundi 10 décembre à Paris. Des responsables et promoteurs des crimes de guerre israéliens y sont invités pour conférer sur le « processus » de paix. Outre les propagandistes de l'extrême-droite israélienne, dont notamment le leader et ancien premier ministre Likoud Benyamin Netanyahu, le Général Moshé Yaalon figure parmi les intervenants. **Le Général Yaalon a été chef d'état-major de l'armée israélienne du 9 juillet 2002 au 1er juin 2005, directement sous les ordres d'Ariel Sharon.** L'armée d'occupation israélienne a commis sous sa responsabilité plusieurs violations graves des droits de l'Homme et des crimes de guerre dans les Territoires palestiniens occupés.

Yaalon est tristement célèbre pour avoir ordonné le largage d'une bombe d'une tonne sur le quartier d'Al Daraj, un des plus densément peuplés du monde, dans la ville de Gaza, dans le but d'assassiner Salah Shehadeh. En plus du leader du Hamas, la bombe a tué 15 personnes. La maison de Ra'ed Mattar, située à quelques mètres de l'explosion, a été complètement détruite, et 7 membres de sa famille ont été tués, dont son épouse, sa sœur et trois de ses enfants. Cet épisode illustre de façon exemplaire la réalité de la politique israélienne des exécutions extrajudiciaires, qui ont fait 671 victimes, dont 212 civils. Ces exécutions sommaires ne sont qu'un des aspects criminels et illégaux des pratiques courantes de l'armée israélienne.

Malgré plusieurs années d'efforts pour le faire juger, la Cour israélienne a rejeté toutes les pétitions demandant une enquête criminelle.

Yaalon a déjà fait l'objet d'un dépôt de plainte, lors de sa visite en Nouvelle-Zélande, par le PCHR (Palestinian Center for Human Rights) et le cabinet d'avocats Hickman & Rose. Il devait y être jugé selon une loi affirmant que les suspects de crimes de guerre peuvent être traduits en justice hors de leur pays d'origine selon le principe de compétence universelle. L'intervention de responsables politiques néo-zélandais a évité de justesse au Général Yaalon son arrestation.

Après les réussites des démarches judiciaires en Grande-Bretagne, qui ont mené à l'annulation des séjours des généraux Doron Almog, Aviv Kokhavi et Avi Dichter et en Belgique, où Ariel Sharon avait craint d'être arrêté, nous ferons le maximum pour que les criminels de guerre israéliens soient jugés et qu'ils ne puissent se pavaner dans notre pays malgré l'absence dans la législation française du principe de compétence universelle.

Déjà, la tenue annoncée d'un gala de soutien aux Magav, la police israélienne des check points, nous donnera l'occasion d'exprimer notre condamnation du soutien financier et moral apporté à une armée d'occupation.

En attendant

- **Nous appelons toutes les personnes indignées à appeler la Maison du Barreau, qui accueillera ce colloque de la honte, pour demander son annulation : 01 44 32 48 05**
- **De plus, nous invitons à interpeller la médiatrice et la direction de la rédaction du journal Le Monde**, qui a accepté de faire la publicité à ce colloque, alors même que la demande de publication d'une annonce payante pour protester contre le gala de soutien au Magav avait été refusée en janvier dernier. Envoyez vos mails à :

Eric Fottorino, directeur de la rédaction : fottorino@lemonde.fr

Véronique Maurus, médiatrice : maurus@lemonde.fr

PREMIERS SIGNATAIRES :

Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Génération Palestine
Union Générale des Etudiants Palestiniens (GUPS-France)

Extrait annonce du colloque, parue dans Le Monde et dans plusieurs sites de l'extrême droite sioniste.

*Avocats sans frontières, France-Israël et la revue **Controverse** organisent un colloque international à la Maison du Barreau (Paris, 1er arrondissement) le 10 décembre (9 h-18 h), sur les lendemains de la conférence d'Annapolis. S'exprimeront l'ancien chef d'état-major d'Ariel Sharon, le général Yaalon, Shmuel Trigano, Michel Gurfinkiel, Gilles William Goldnadel. Benjamin Netanyahu, ancien Premier ministre, donnera son point de vue de chef de l'opposition avant de rencontrer le président Nicolas Sarkozy.*

Lundi 10 décembre 2007 de 9h30 à 18h

Maison du Barreau, 11 place Dauphine, Paris 1er. (Métro: Pont-Neuf, Cité)